

[ONLINE, 14.01.2021](#)

«C'est absurde d'écarter les généralistes de la vaccination»

En Suisse romande, la vaccination dans les cabinets médicaux est uniquement autorisée dans le canton du Valais. Ailleurs, les autorités sanitaires misent dans un premier temps sur des équipes mobiles et des centres de vaccination. A Genève, les associations de médecins se sentent injustement mises à l'écart. Didier Châtelain, président des médecins de famille de Genève, parle d'une situation ubuesque.

Didier Châtelain

Chaque citoyen souffre de plus en plus de cette crise, physiquement, moralement ou socialement. Une des manières de l'endiguer est la vaccination. Il est dit que chacun y aura droit et y est vivement encouragé; et que les professionnels de santé ont une large responsabilité à motiver la population.

Dès lors, il est incompréhensible que les médecins -généralistes et spécialistes, qui connaissent le mieux leurs patients et partagent avec eux une confiance indispensable à toute décision de santé, aient été écartés à ce jour des processus décisionnels de l'organisation cantonale. Et, jusqu'au mois d'avril, de l'administration des vaccins aux patients à risque!

Nous sommes mis à l'écart, malgré les innombrables demandes de patients faites aux cabinets depuis fin décembre et malgré l'arrivée du Moderna, d'usage plus simple que le vaccin de Pfizer. Nos patients doivent pouvoir choisir librement où recevoir conseils et injection.

Les autorités valaisannes accordent leur confiance aux médecins locaux et ne les empêchent pas de vacciner sous prétexte de difficultés logistiques.

Décision a été prise à Genève que nos aînés, certains de grand âge, doivent utiliser internet (!) pour s'inscrire à un rendez-vous, ou attendre d'interminables heures au téléphone; tout en précisant qu'actuellement la possibilité de vacciner à domicile n'est qu'en cours d'élaboration.

Par ailleurs, qu'il faille commencer par les plus vulnérables, soit. Mais que les soignants, un temps applaudis, ne puissent être vaccinés qu'en "bout de chaîne", alors qu'ils sont tous au contact de patients à risque et qu'ils ne devront pas tomber malades eux-mêmes, est un non-sens. Cette stratégie paraît manquer de respect aux soignants comme à leurs patients.

Un manque de considération des avis des soignants de terrain

Enfin, la grande majorité des malades ne sont pas concernés par Covid-19. Ils ont aussi besoin d'accéder par téléphone à leur médecin, sans que le central de celui-ci soit saturé d'appels dus à l'incompréhension et au courroux générés par cette situation ubuesque.

Cette situation n'est pas entièrement due à la pénurie des doses vaccinales -une livraison de trente mille doses de Moderna est annoncée par mois pour une population de cinq cent mille habitants-, mais au manque d'informations directes données à la population concernant les décisions prises et les modalités pratiques.

Cette situation est également due à l'absence de prise en considération des avis des soignants du terrain; ceux-là même qui furent sollicités à l'automne dernier pour quitter leur cabinet afin de seconder les effectifs hospitaliers submergés par la deuxième vague.

© Heidi News